

 Élections législatives en Allemagne

Élections législatives en Allemagne

du 22 septembre 2013

Analyse

Viola Neu

INTERLOCUTEURS :

Dr. Viola Neu
Directrice de l'équipe de recherche sociale empirique
Département Politique et Conseil
Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.
Klingelhöferstr. 23
D-10785 Berlin
+49 (0)30 26996 3506
viola.neu@kas.de

Dr. Michael Borchard
Directeur de département
Politique et Conseil
Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.
Klingelhöferstr. 23
D-10785 Berlin
+49 (0)30 26996 3550
michael.borchard@kas.de

Les élections législatives du 22 septembre 2013¹

Le résultat des élections et ses principaux facteurs déterminants

La **CDU** a obtenu un résultat particulièrement élevé. Il faut remonter à 1994 pour trouver un résultat comparable. Il convient d'interpréter le résultat électoral comme une marque de confiance envers la Chancelière Angela Merkel. Depuis 2005, elle est parvenue à s'adresser aux électeurs de tous les partis et à les mobiliser en faveur de l'Union de la CDU/CSU. La hausse des suffrages s'explique uniquement par la mobilisation de nouvelles couches d'électeurs. La Chancelière bénéficie à cet égard des valeurs véhiculées par son image et d'une confiance élevée dans sa capacité à proposer des solutions politiques, des qualités qui séduisent toutes les catégories d'électeurs. Pour les électeurs qui avaient décidé de donner leur voix à la CDU/CSU, la question du candidat était aussi importante que les thèmes abordés (38:36). Pour les autres partis, les questions concrètes avaient nettement plus d'importance que les questions de personnes (Infratest dimap).

Au cours de la dernière législature, la CDU/CSU est parvenue, dans l'ensemble, à se stabiliser et à gagner en confiance dans tous ses principaux domaines de compétence. Elle a même conquis du terrain dans le domaine de la justice sociale, ce qui, au vu de l'image stable du SPD dans ce domaine, doit attirer l'attention. L'Union de la CDU/CSU obtient 41,5 % des deuxièmes voix, dont 34,1 % pour la CDU et 7,4 % pour la CSU. La CDU gagne 6,9 points, la CSU 0,9. Au total, cela correspond à un gain de 7,7 points. Après avoir déjà obtenu 218 mandats directs sur ses 239 mandats en 2009, en 2013 la CDU/CSU affiche également une hausse du nombre de ses candidats à la circonscription. En tout, la CDU/CSU sera représentée au Bundestag avec 236 députés élus directement et détiendra 75 mandats par le biais des listes des Länder (listes régionales). La CDU/CSU obtient ainsi 311 sièges sur un total de 631 (+72 mandats).

¹ Nous remercions chaleureusement le groupe de recherche Forschungsgruppe Wahlen et Infratest dimap qui nous ont communiqué à l'avance les résultats du sondage au sortir des urnes.

L'augmentation des suffrages en faveur de la CDU/CSU est également remarquable dans une perspective historique. Un chancelier fédéral qui entame un troisième mandat a généralement du mal à renouer avec ses anciens scores. Seul Konrad Adenauer avait, en 1957, après avoir été élu chancelier fédéral en 1949, puis en 1953, amélioré son précédent score, mais dans des conditions différentes, un lent processus de concentration étant alors à l'œuvre au sein du système des partis. Angela Merkel a réussi à améliorer considérablement les résultats de la CDU/CSU lors de sa troisième candidature. Le résultat du vote se situe légèrement au-dessus de celui de 1994. Il s'agit également d'un vote positif en faveur des partis populaires. Même si le SPD stagne à faible niveau, les partis populaires ont obtenu, au total, une nette augmentation du nombre de suffrages.

Les gains de la CDU/CSU dans les grandes villes (hormis Duisbourg) sont également en partie supérieurs à la moyenne. Les percées les plus importantes (à deux chiffres) ont eu lieu dans le Bade-Wurtemberg, le Brandebourg et la Saxe-Anhalt. Les circonscriptions affichant les meilleurs résultats pour la CDU/CSU en termes de deuxièmes voix se situent principalement en Bavière (hormis Cloppenburg-Vechta). Elle obtient son plus mauvais score à Berlin- Friedrichshain-Prenzlauer Berg (15,4 %).

Lors de ces élections, les électeurs de la CDU/CSU ont été parmi ceux qui se sont décidés très tôt. 37 % des électeurs avaient fait leur choix depuis longtemps et 18 % ont déclaré toujours voter pour le même parti (moyenne 14 % ; Infratest dimap).

En dépit de premières estimations relativement bonnes recueillies par son candidat immédiatement après sa nomination, le **SPD** n'est pas parvenu à endiguer l'effondrement subi pendant la campagne. Dans un contexte dans lequel la majorité des Allemands souhaitaient maintenir Mme Merkel au poste de Chancelière et dans lequel, par conséquent, la question de la personne du candidat jouait un rôle majeur, cela s'est avéré un handicap

important. D'autant plus qu'une faiblesse est apparue dans un domaine crucial de la social-démocratie : elle n'a pas été capable de se renouveler dans l'opposition ni de regagner la confiance en sa capacité à trouver des solutions. En termes de pourcentage, elle a amélioré son score par rapport aux élections précédentes avec un total de 25,7 % des voix (+ 2,7 points).

Le SPD délèguera 193 députés au Bundestag. Le SPD enregistre à nouveau des pertes au niveau des candidats de circonscription. Alors qu'il avait obtenu 145 députés élus directement en 2005, ils n'étaient plus que 64 en 2009 et 58 en 2009. Ainsi, le SPD n'a plus aucun député élu directement dans de grandes parties de l'Allemagne. Dans le Schleswig-Holstein et à Berlin, il possède deux mandats directs, un seul en Rhénanie-Palatinat et dans le Brandebourg, aucun dans le Bade-Wurtemberg, en Bavière, dans la Sarre, en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, Saxe, Saxe-Anhalt et en Thuringe. Le SPD obtient ses meilleurs résultats (à quelques exceptions près) dans ses anciens bastions de Rhénanie-Du-Nord-Westphalie. Les circonscriptions affichant les meilleurs résultats en termes de deuxièmes voix sont Gelsenkirchen, Aurich-Emden, Herne-Bochum II, Duisburg II et Essen II. La Saxe enregistre les plus mauvais résultats.

Le parti **Die Linke** enregistre des pertes significatives avec une baisse de 3,3 points. 8,6 % des électeurs lui ont accordé leur suffrage, ce qui lui permet tout juste de devancer le parti Die Grünen et de se targuer d'être le troisième parti du pays. Cependant, les pertes sont dramatiques, non seulement en termes de deuxièmes voix, mais également de premières voix. Si l'on exclut les 4 mandats directs de Berlin (que le PDS ou Die Linke ont presque toujours obtenus), il a perdu 12 mandats directs, tous au profit de la CDU. Par ailleurs, Die Linke a eu besoin de beaucoup de temps pour se remettre dans les sondages de ses dissensions internes. Même si l'entrée au Bundestag par le biais de la clause du mandat direct n'a jamais été sérieusement mise en doute, on a longtemps pensé que le parti se situerait juste au-dessous de la barre des 5 %. Ce n'est que suite

à une mobilisation massive à la fin de la campagne, vraisemblablement de la part du candidat tête de liste² Gregor Gysi, qu'il a pu réactiver une partie de son électorat potentiel.

Le parti **Die Grünen**, avec un résultat de 8,4 % et une perte de 2,3 points, nourrissait de bien plus grands espoirs. Son étoile avait commencé à monter dans les sondages en 2010 et, après Fukushima, le parti avait provisoirement atteint 27 % en avril 2011 sur le baromètre politique (Politbarometer) du groupe de recherche Forschungsgruppe Wahlen. Il a ensuite subi un recul constant que sa stratégie de campagne n'est pas parvenue à endiguer. Bien que les Grünen disposent d'un éventail de compétences clés bien défini dans les domaines de l'environnement et de l'énergie, celui-ci a été relégué au second plan au profit de thèmes relatifs à la justice sociale. Leur programme avait beaucoup de points communs avec celui de Die Linke, même si leurs exigences n'allaient pas tout à fait aussi loin. Ce mode de communication a pu conduire, chez les électeurs, à des dissonances cognitives (ce qui doit être vérifié par des analyses ultérieures). Les Grünen ont pu conserver le mandat direct de Hans-Christian Ströbele obtenu pour la quatrième fois consécutive à Berlin Friedrichshain-Kreuzberg. Dans la circonscription de Stuttgart I, Cem Özdemir a été battu avec moins de cinq points d'écart. Les Grünen ont principalement misé sur leurs têtes de liste, Jürgen Trittin et Katrin Göring-Eckart. Le premier ministre vert élu, Winfried Kretschmann, s'est contenté, pour sa part, de rester à l'arrière-plan.

Le **FDP** a, pour la première fois, échoué de peu à surmonter la barre des 5 % lors d'élections législatives. Avec 4,8 %, il enregistre une perte de 9,8 points. Comme il n'a pas obtenu trois mandats directs, il ne fera pas partie du prochain Bundestag. Au meilleur résultat de son histoire (14,6 %) en 2009, a succédé le pire résultat en 2013. Si le résultat de 2009 s'explique par l'envie de mettre fin à la grande coalition, ce qui avait incité une

² Die Linke a désigné des candidats issus de tous les courants possibles et imaginables du parti, si bien que lors de la désignation, huit candidats se bousculaient sur l'estrade. À l'échelle nationale cependant, seuls Sahra Wagenknecht et Gregor Gysi sont apparus sur les affiches.

bonne partie des anciens électeurs de la CDU à soutenir le FDP, cette motivation étant absente cette fois. En très peu de temps (depuis début 2010), l'action du FDP au sein du gouvernement a été jugée de manière très critique. Alors que la CDU/CSU recueillait presque toujours des évaluations positives, les Libéraux se maintenaient en territoire négatif, ce qui a finalement mis fin à leur rôle de « parti de fonctionnement ». Même son personnel fédéral au plus haut niveau n'a pas réussi à séduire. Si 49 % du corps électoral se sont montrés satisfaits de l'action de Guido Westerwelle, la tête de liste Rainer Brüderle a obtenu 28 % et le président fédéral Philipp Rösler s'est retrouvé en dernière position avec 23 % (DeutschlandTREND, septembre 2013). Aucun parti ne compte autant d'électeurs tactiques que le FDP. 46 % des électeurs avouent des motivations d'ordre tactique, 51 % votant pour le parti par conviction (Infratest dimap).

L'Alternative für Deutschland (AfD) s'est retrouvée juste en dessous de la barre des 5 % en atteignant un score de 4,7 %. En tant que parti misant sur un seul thème, son personnel a réussi, à l'aide de déclarations problématiques à répétition, à mobiliser des électeurs mécontents de la politique européenne et de l'euro et obtenu, comme tous les partis de protestation avant lui, l'adhésion d'anciens abstentionnistes. L'AfD a attiré l'attention par une campagne d'affichage relativement professionnelle à l'échelle nationale. Pour un parti fondé en avril dernier et qui, selon ses propres dires, compte 16000 membres, il s'agit là d'une performance qui n'avait été jusqu'ici réalisée par aucun autre parti « novice ». Il a par ailleurs bénéficié d'une présence médiatique très importante. L'AfD est toutefois très négativement perçue en dehors de ses propres troupes (-1,4 tous ; Forschungsgruppe Wahlen). Un résultat qu'il partage avec Die Linke. Mais les sympathisants de l'AfD lui accordent 3,8. Alors que l'électeur-type du parti des Pirates mentionne à 61 % « l'insatisfaction avec les autres partis » comme motif de vote, seuls 37 % des sympathisants de l'AfD font de même ; 60 % indiquent des préoccupations politiques (Forschungsgruppe Wahlen). Pour Infratest dimap, par contre,

57 % mentionnent la « déception » comme motif. L'AfD a, en outre, réussi à mobiliser les trois quarts de son électorat potentiel dans les dernières semaines avant l'élection (Infratest dimap).

Parmi les autres petits partis, les **Pirates** ont nettement manqué leur entrée au parlement avec seulement 2,2 % (+ 0,2 %) des suffrages. L'élan dont ils avaient bénéficié, notamment en 2011, et qui s'était soldé par quatre sièges aux parlements régionaux (Landtage) est retombé. Des querelles de personnes, des indiscretions publiques et une thématique succincte ont rendu la mobilisation de l'électorat potentiel difficile. Le **NPD** a obtenu 1,3 % des voix (- 0,2 points). Avec 0,2 % des voix, les **REP** (Républicains) demeurent insignifiants.³ Malgré la campagne agressive orchestrée par le NPD, les phénomènes d'usure et d'érosion du personnel, associés à des luttes de tendances internes ne sont pas, ici non plus, la meilleure méthode pour motiver l'électorat potentiel. Les **Freie Wähler** (Électeurs libres), qui participaient pour la première fois aux élections législatives, ont atteint 1,0 % et peuvent ainsi bénéficier du financement public des partis. Au départ, ils voulaient faire campagne conjointement avec la Wahlalternative 2013 (Alternative électorale 2013) qui avait donné naissance à l'AfD au printemps. Une partie de leurs soutiens les plus connus sont passés des Freie Wähler à l'AfD.

Le **droit électoral** a changé depuis les dernières législatives. Les mandats excédentaires sont compensés par des mandats de compensation, le Bundestag émane ainsi exclusivement des résultats des deuxièmes voix. 622 députés au total sont entrés au dernier Bundestag. Parmi eux, 24 sont à mettre sur le compte de mandats excédentaires (21 pour la CDU et 3 pour la CSU). Seuls la CDU/CSU et le SPD ont bénéficié de mandats excédentaires⁴, mais alternativement à chaque élection. En outre, il n'a jamais été exclu que même Die Linke puisse bénéficier de mandats excédentaires, car le nombre de mandats excédentaires n'a augmenté qu'après la Réunification.

³ Le parti DIE RECHTE, fondé par l'extrémiste de droite Christian Worch, obtient 0,0 % des voix. Mais il ne s'est présenté que sur la liste régionale (Landesliste) de Rhénanie-Du-Nord-Westphalie.

⁴ À l'exception de 1953, date à laquelle le DP avait obtenu un mandat excédentaire.

En raison de la modification du droit électoral, l'effet des mandats excédentaires disparaît lors de l'élection puisqu'il est compensé par des mandats de compensation. Suite à ces élections, le Bundestag est composé de 299 députés élus directement et de 299 députés élus sur une liste, plus les éventuels mandats excédentaires et de compensation. La deuxième voix accordée au parti est cependant seule déterminante pour la taille de la fraction (groupe parlementaire). Les craintes que l'attribution de mandats de compensation entraîne un gonflement du Parlement ne se sont pas réalisées. Parmi les 631 mandats, 28 sont des mandats de compensation. Le Bundestag ne s'est ainsi enrichi que de 9 députés.

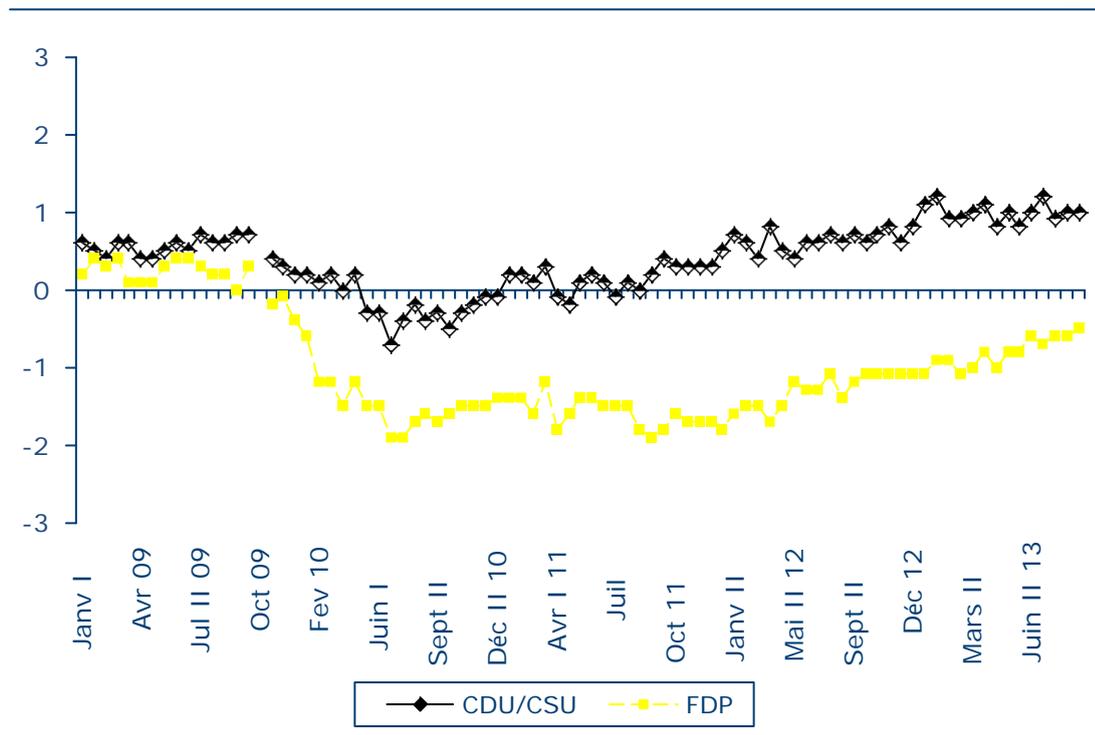
La **participation électorale** a augmenté de 0,7 points à 71,5 %. Une nouvelle augmentation de l'abstention, encore annoncée une semaine auparavant dans les médias, notamment par le Spiegel, n'a pas eu lieu.

Le climat de l'opinion pendant la période électorale

Après les élections législatives, la coalition a souffert dès l'hiver 2010 d'un climat négatif de l'opinion, principalement provoqué par une perte de confiance dramatique dans le FDP, qui avait notamment éveillé des soupçons de décisions de complaisance suite à la mise en place de l' « impôt sur les hôtels ». Finalement, le FDP n'est pas parvenu à inverser la tendance pendant toute la législature. En 2013, ses évaluations se sont améliorées de manière continue (sur une échelle de +5 à -5) mais se sont maintenues en territoire négatif (Figure 1 ; Forschungsgruppe Wahlen). La CDU/CSU a également eu à déplorer un effondrement du climat de l'opinion en 2010, mais s'est remise dès 2010/2011 et a été jugée de manière de plus en plus positive et s'est maintenue en territoire positif jusqu'à la fin de la législature (Forschungsgruppe Wahlen).

Satisfaction envers la CDU/CSU et le FDP 2009 - 2013

(Valeurs moyennes sur une échelle de +5 à -5)



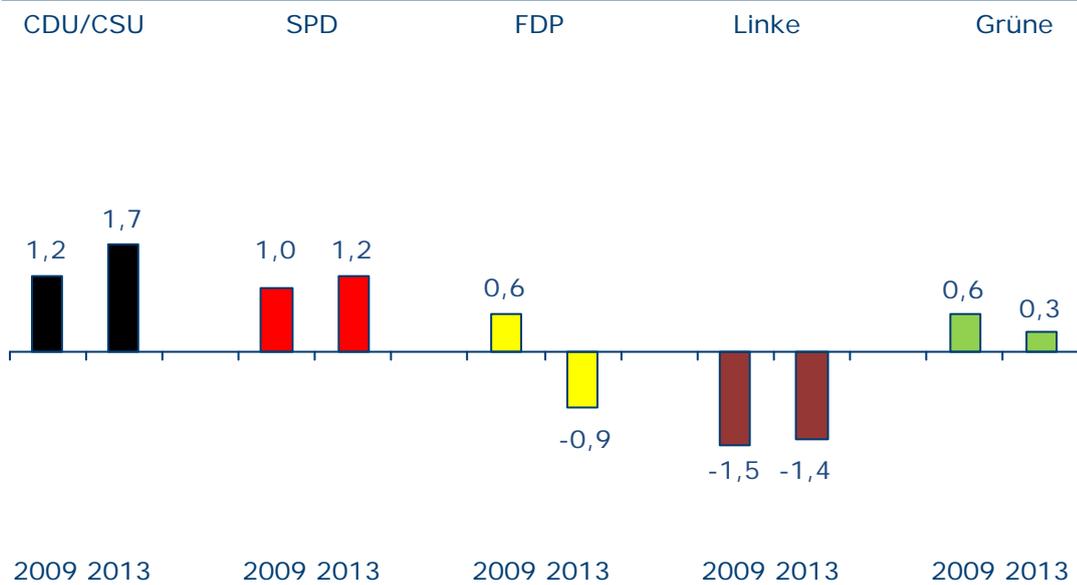
Source : Forschungsgruppe Wahlen : Politbarometer

Figure 1

Pendant toute la législature, le FDP a souffert au sein du gouvernement d'un climat négatif de l'opinion. À la fin de la période, l'action de la CDU/CSU au sein du gouvernement a reçu une note de 1,3 et celle du FDP de -0,7. L'action du SPD dans l'opposition a obtenu une note de 0,8, celle des Grünen 0,1 et celle de Die Linke -0,8 (Forschungsgruppe Wahlen). Or, non seulement l'action du gouvernement fédéral, mais également l'adhésion aux parti de la coalition ont obtenu des notes très différentes. La CDU/CSU est passée de 1,2 (2009) à 1,7 (2013). Le FDP quant à lui a enregistré une terrible dégradation de son image par rapport à 2009. Il est passé de +0,6 à -0,9 (Figure 2; Forschungsgruppe Wahlen).

Évaluation des partis 2009 et 2013

(Échelle de +5 à -5)

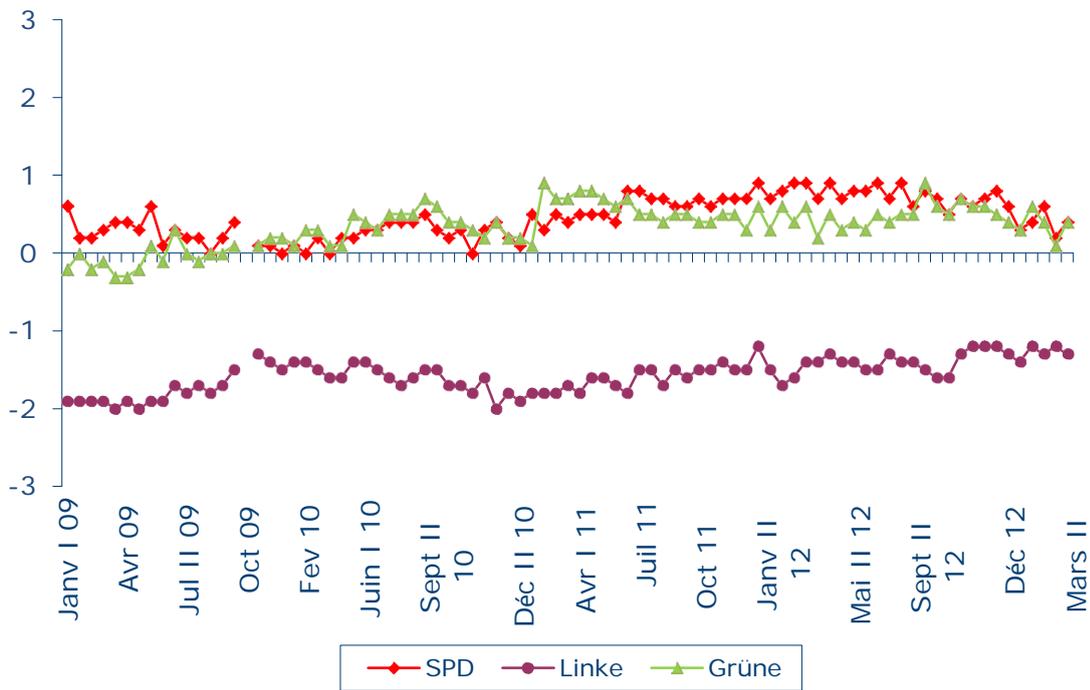


Source : Forschungsgruppe Wahlen : Élections législatives fédérales 22/09/2013 - Blitz

Figure 2

À l'inverse, les partis d'opposition ont stagné. Le SPD et Grünen sont restés en territoire positif pendant la majeure partie de la législature ; Die Linke est restée en territoire négatif malgré quelques améliorations en fin de législature. La satisfaction envers les Grünen et le SPD a baissé vers la fin de la législature (Figure 3). Dans l'ensemble, le SPD a amélioré sa position par rapport aux élections précédentes de 1,0 à 1,2. Les Grünen ont subi une détérioration de l'opinion et sont passés de 0,6 à 0,3 et l'opinion envers Die Linke est resté pratiquement inchangé (de 1,5 à 1,4 ; Figure 2).

Satisfaction envers le SPD, les Grünen et die Linke 2009
 (Valeurs moyennes sur une échelle de +5 à -5)



Source : Forschungsgruppe Wahlen : Politbarometer

Figure 3

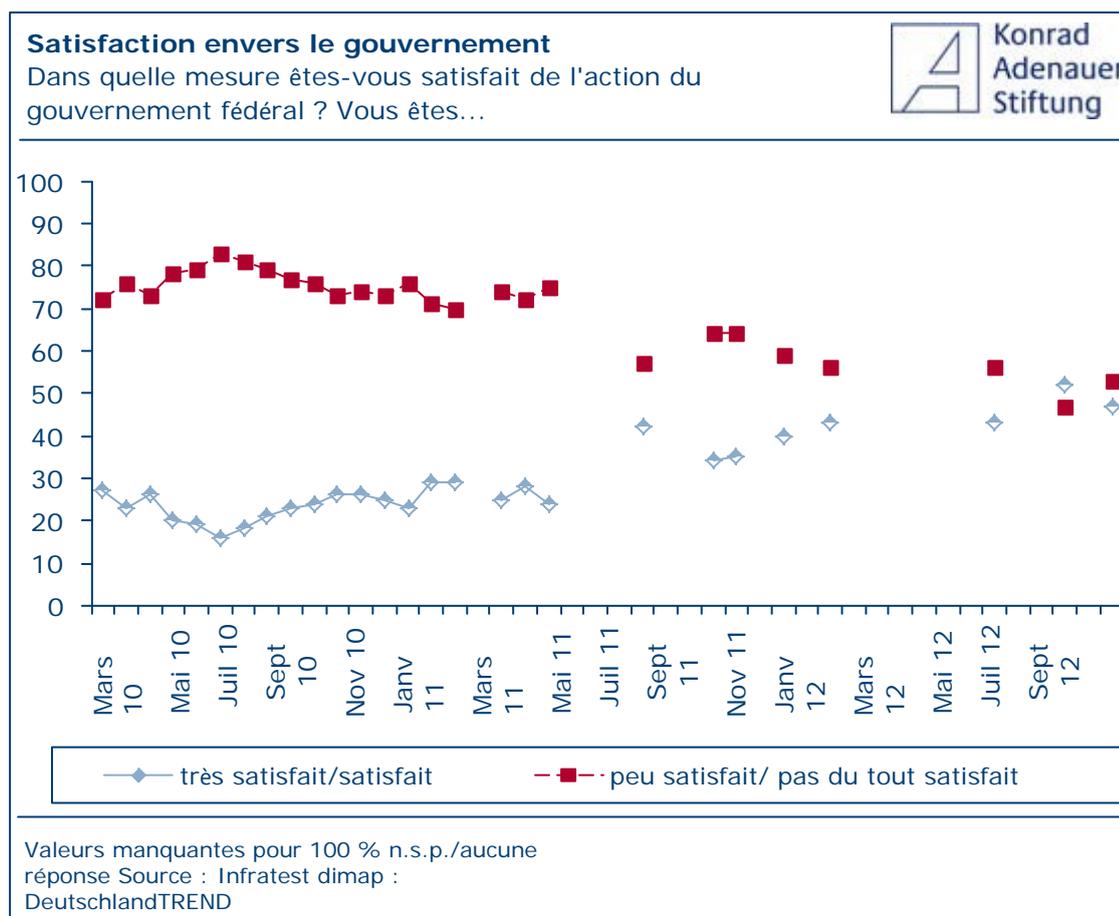


Figure 4

Bien que traditionnellement les grandes coalitions soient très largement acceptées par les électeurs, la coalition « noire-jaune » est parvenue à recueillir une opinion favorable de plus de la moitié du corps électoral (Figure 4) à la fin de sa période de gouvernance. Même la coalition « rouge-verte » n'a jamais pu compter sur une aussi large acceptation.

La question de l'évaluation des coalitions futures fournit une image moins univoque (de manière quasi classique). C'est presque toujours la grande coalition qui est la mieux notée (lors de ces élections également). En fonction de la technique de sondage des instituts (mais sans différence notable), on trouve soit les coalitions noire-jaune, soit rouge-verte en deuxième position (Figures 5 et 6). Toutes les autres options recueillent des résultats nettement moins bons. À l'issue de la campagne électorale, une grande coalition était jugée de manière positive par 52 % des sondés, la coalition dite «bourgeoise» par 36 %. 33 % portaient un jugement positif sur une coalition rouge-verte, 26 % sur noire-verte et 19 % sur

rouge-rouge-verte (Figure 6). En 2009, la coalition noire-jaune devançait encore la grande coalition (Forschungsgruppe Wahlen).

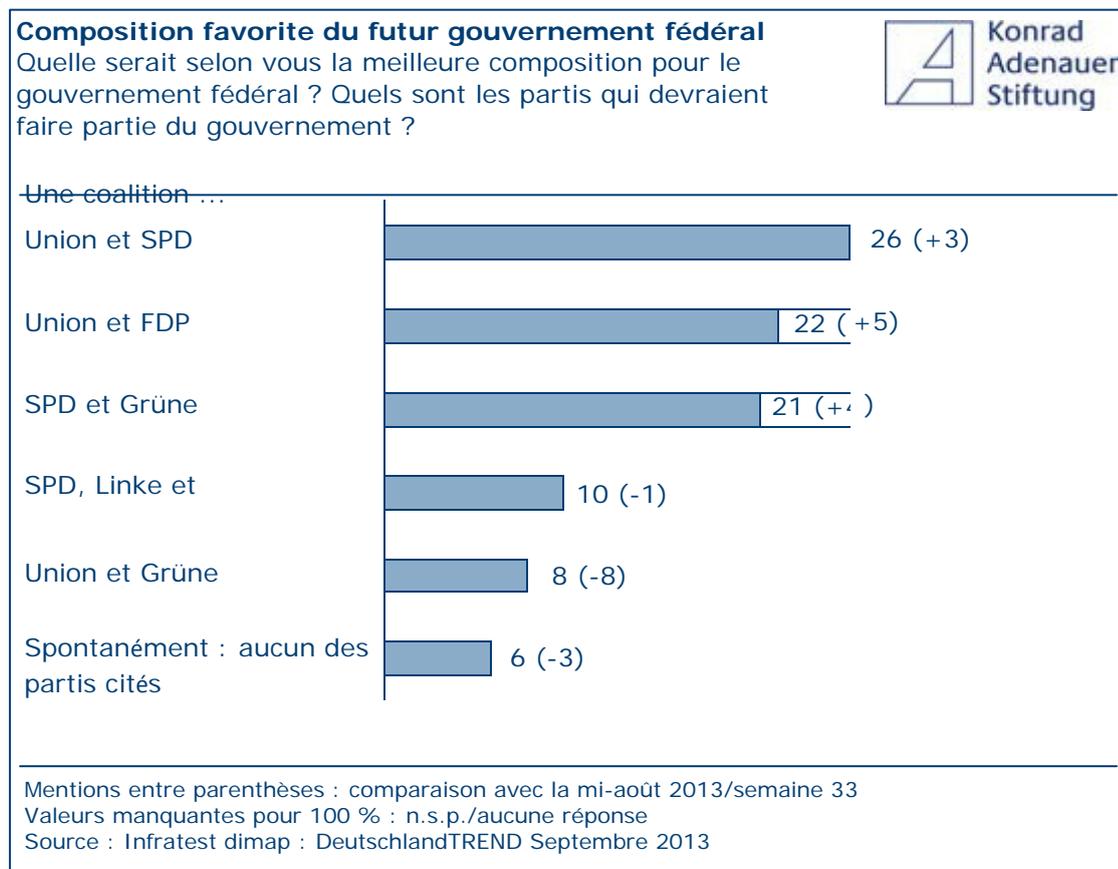


Figure 5

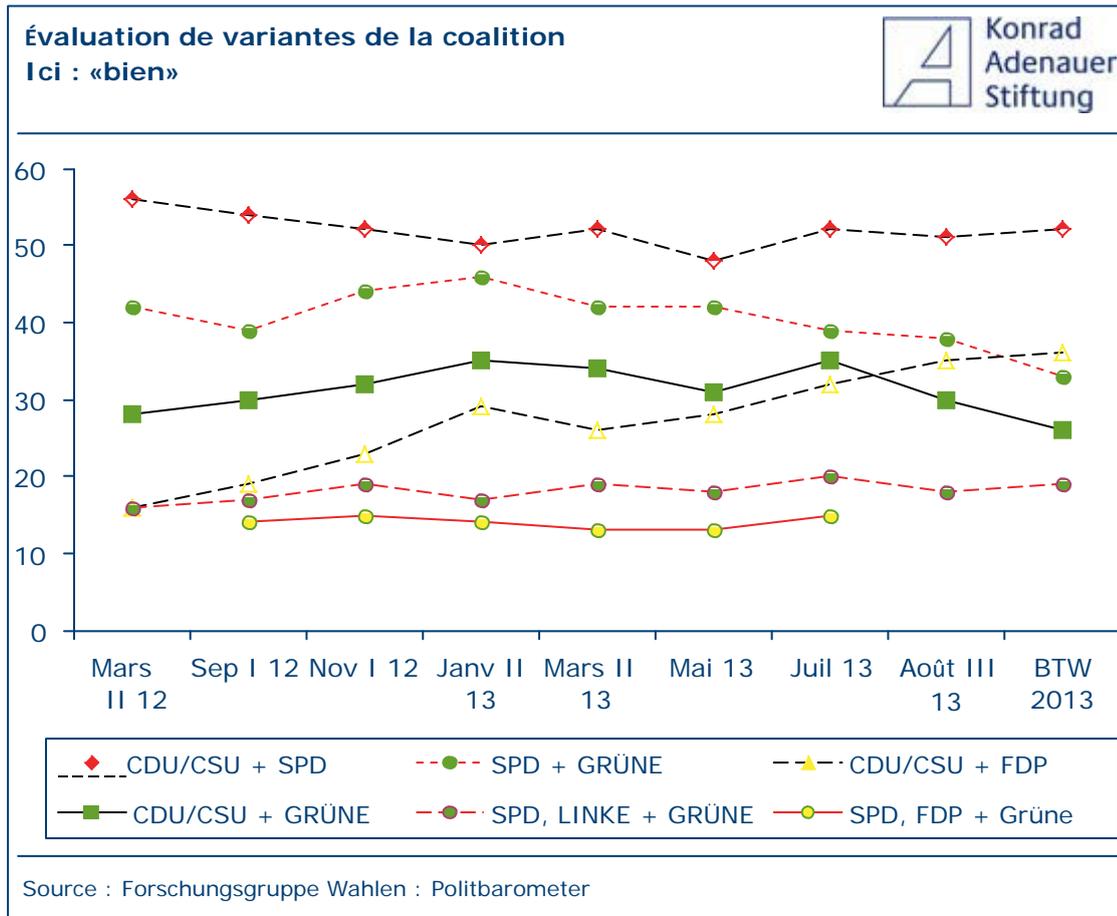
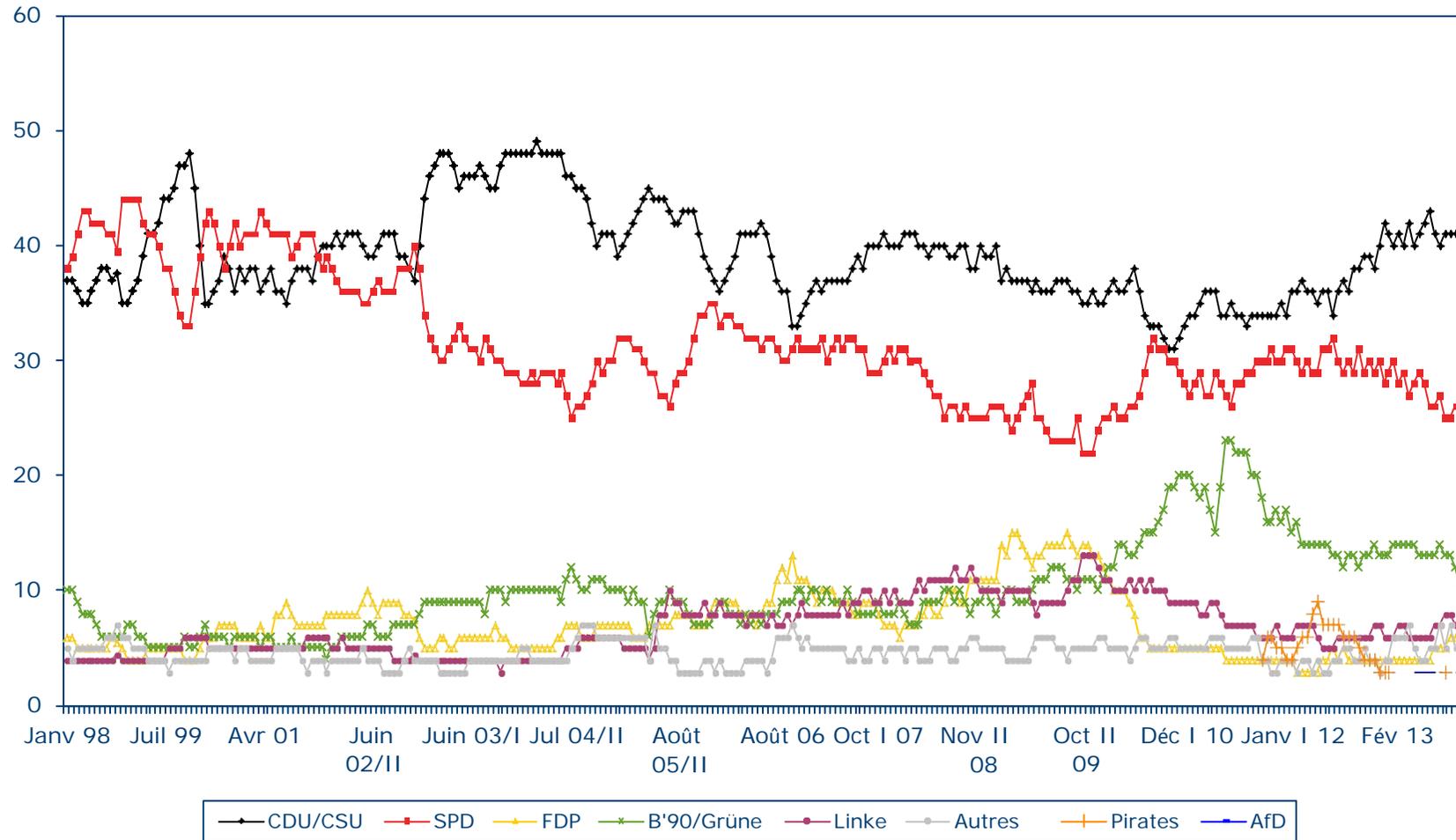


Figure 6

Les effets qui correspondent à une diminution de l'acceptation des gouvernements à peu près au milieu de la période de gouvernement sont des phénomènes bien documentés et répétitifs. Ils sont résumés par le terme de « midterm-effect », car ils ont été observés pour la première fois aux États-Unis. C'est pourquoi il convient d'interpréter avec une certaine prudence la pertinence stratégique des données afférentes au milieu de la période de gouvernement.

Seuls les Grünen tirent profit du midterm-effect. Plus de 20 % des électeurs ont longtemps envisagé de voter pour les Grünen, ce qui a donné lieu à des spéculations autour de la question de savoir si l'on devait voir en eux un nouveau parti populaire (Figure 7). Or, l'image des Grünen avait commencé à se ternir avant même la catastrophe du réacteur de Fukushima, et son déclin continu a commencé tout de suite après la brève amélioration qui avait suivi l'accident.

Projection (Janv 1998 - Septembre II 2013) :
Si les élections législatives fédérales avaient lieu dimanche prochain...



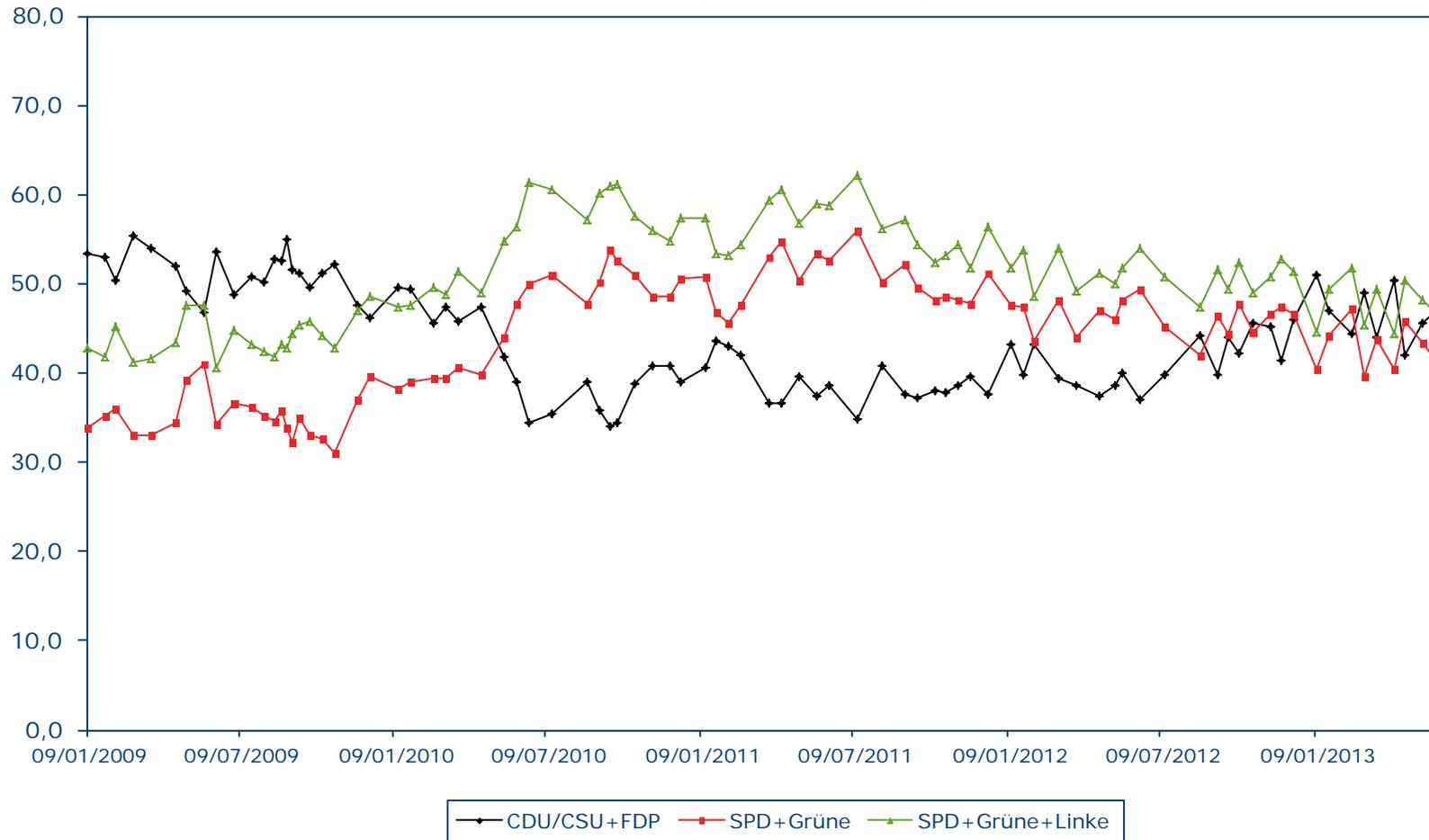
Source : Forschungsgruppe Wahlen : Politbarometer

Figure 7

Si l'on considère rétrospectivement et à long terme la fameuse question de ce que les électeurs se disent prêts à voter « si les élections avaient lieu dimanche prochain », on se rend compte à quel point l'électorat est devenu flexible et volatil, pour autant dire fluide. Les événements politiques provoquent partiellement des glissements extrêmement importants et il est devenu difficile pour un parti de regagner une confiance perdue. Lors des graves crises politiques qui ont affecté chacun des partis populaires, l'autre parti populaire a connu une soudaine augmentation dans les sondages, mais de tels processus sont de courte durée.

Après l'atténuation du « midterm-effect », la campagne a été caractérisée par le fait que les différents partis politiques étaient sensiblement tous au même niveau. Quel que soit le sondage, ni l'opposition, ni le gouvernement ne pouvaient, en fin de compte, tabler sur une avance claire.

**Climat politique depuis 2009 :
Camp bourgeois et camp de gauche**



Source : Forschungsgruppe Wahlen : Politbarometer

Figure 8

Une autre caractéristique du climat de l'opinion était l'absence de désir de changement. Il y a bien eu une légère tendance pour souhaiter la poursuite de la participation du FDP au gouvernement (en septembre 2013, 34 % se prononçaient pour la poursuite de la coalition noire-jaune ; Figure 9 ; DeutschlandTREND, septembre Extra 2013). Dans les mêmes proportions, une majorité souhaitait que la CDU/CSU conduise le prochain gouvernement fédéral. Le désir de changement s'est donc plutôt concentré sur le FDP.

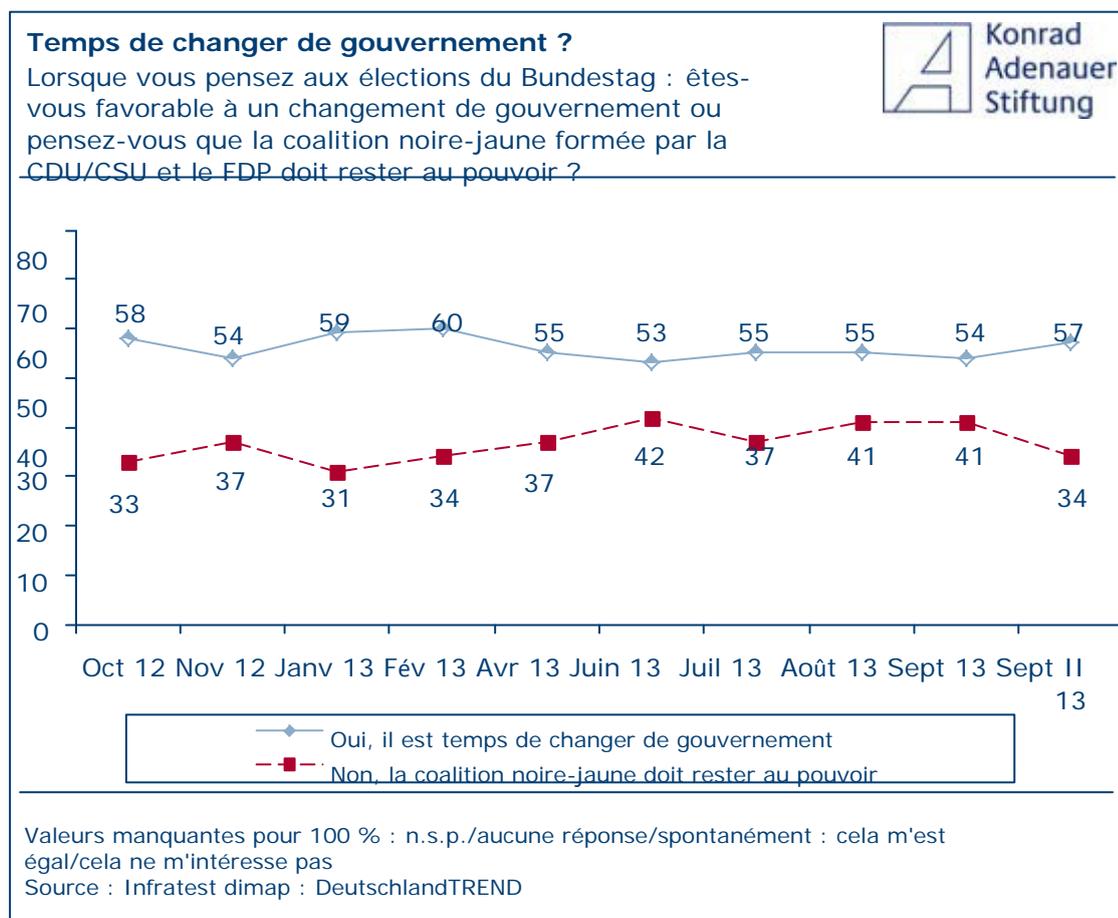


Figure 9

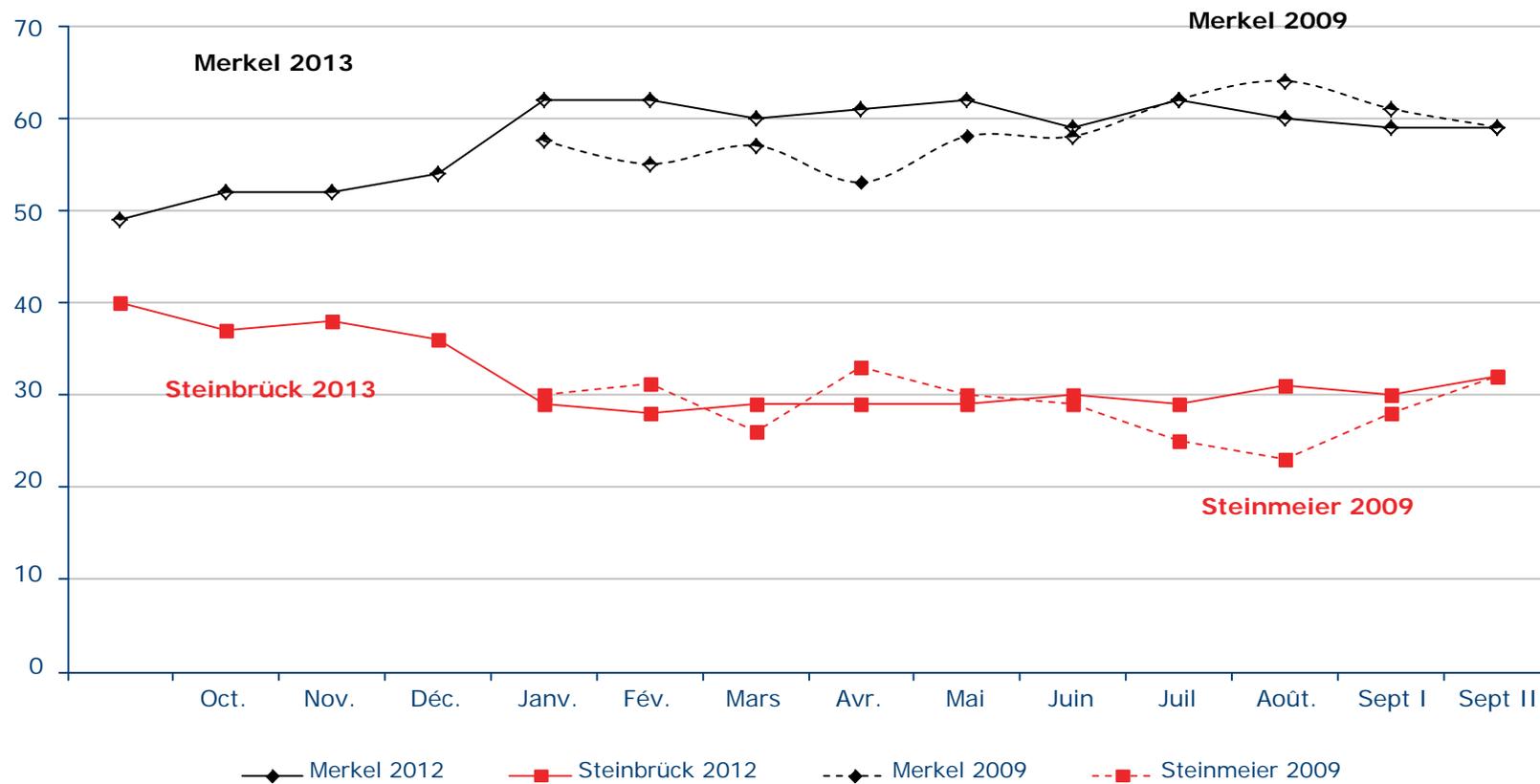
Déjà-vu ? Image des candidats et personnalisation du choix électoral

Depuis quelques années, dans un nombre croissant d'élections, les personnes comptent plus que les partis. Il ne s'agit pas d'une tendance générale et même le « roi des cœurs » peut se retrouver du jour au

lendemain dans l'opposition, mais les alternatives personnelles qui polarisent fortement ou ne suscitent une forte adhésion que dans le cercle restreint de ses propres sympathisants ont aujourd'hui de plus en plus de mal à se maintenir sur le marché des élections.

La situation de départ des candidats à la chancellerie rappelle celle de 2009. Ni Frank Walter Steinmeier, ni Peer Steinbrück ne sont parvenus à ébranler la forte adhésion à Angela Merkel. Qu'il s'agisse du taux élevé comme de la continuité de la satisfaction envers un chancelier fédéral, Merkel joue dans une catégorie à part. Alors qu'aussi bien Steinmeier que Steinbrück pouvaient miser sur le soutien d'un tiers des électeurs environ lors d'une élection directe, l'adhésion à la Chancelière atteignait un niveau d'environ 60 % (Figure 10).

Je préfère comme chancelier(ère) fédéral(e)
(comparé à 2009)



Source : Forschungsgruppe Wahlen : Politbarometer

Figure 10

Depuis que Steinbrück s'est déclaré candidat, l'adhésion des femmes à son égard s'est littéralement effondrée, alors que Merkel a gagné des points. Rarement la préférence pour les candidats aura affiché une telle différence en fonction du sexe des électeurs. Au cours des dernières années, le comportement électoral des hommes et des femmes s'était dans une large mesure harmonisé, en conséquence l'écart entre les partis n'était que de quelques points. Dans le dernier sondage DeutschlandTREND d'Infratest dimap, 58 % des femmes et 50 % des hommes auraient choisi Angela Merkel ; or, à peine 28 % des femmes mais 40 % des hommes auraient choisi Peer Steinbrück. L'écart entre les résultats obtenus par les candidats auprès des femmes est ainsi de 30 (!) points de pourcentage. Ce sont des valeurs que l'on rencontre rarement dans le domaine de la recherche électorale. L'acceptation auprès des sympathisants des partis d'opposition est également significative. 16 % des sympathisants du SPD, 22 % de ceux de Die Linke et 30 % de ceux des Grünen préfèrent l'actuelle Chancelière (DeutschlandTREND, septembre 2013). Avant les élections, 70 % étaient satisfaits de l'action de la Chancelière et 59 % de l'action du gouvernement (Forschungsgruppe Wahlen semaine 36/2013).

Si l'on compare l'acceptation dont jouissent Merkel et Steinbrück, même hors des rangs de leurs propres sympathisants, Merkel jouit d'un avantage certain. Les sympathisants de la CDU/CSU la soutenaient en rangs serrés, alors que son rival n'emportait la préférence que de 78 % des sympathisants du SPD, même en fin de campagne. Chez les sympathisants de Die Linke également, 43 % auraient préféré Merkel comme Chancelière (Steinbrück avait également la préférence de 43 % d'entre eux). De même chez les Grünen, 39 % auraient choisi la Chancelière en titre. Chez les sympathisants du FDP, la question de la personne a certainement joué également un grand rôle lors du choix électoral, car 90 % ont préféré la Chancelière (Figure 11 ;

Forschungsgruppe Wahlen). Si seule l'action de la Chancelière est jugée, les taux sont encore plus élevés : parmi tous les groupes de sympathisants, on en trouve une majorité qui pense qu'Angela Merkel s'acquitte plutôt bien de sa tâche. Même dans les rangs de l'opposition, elle jouit d'une grande reconnaissance : 77 % des sympathisants des Grünen, 67 % de ceux du SPD et 56 % de ceux de Die Linke voient les choses de cette manière (Figure 12).

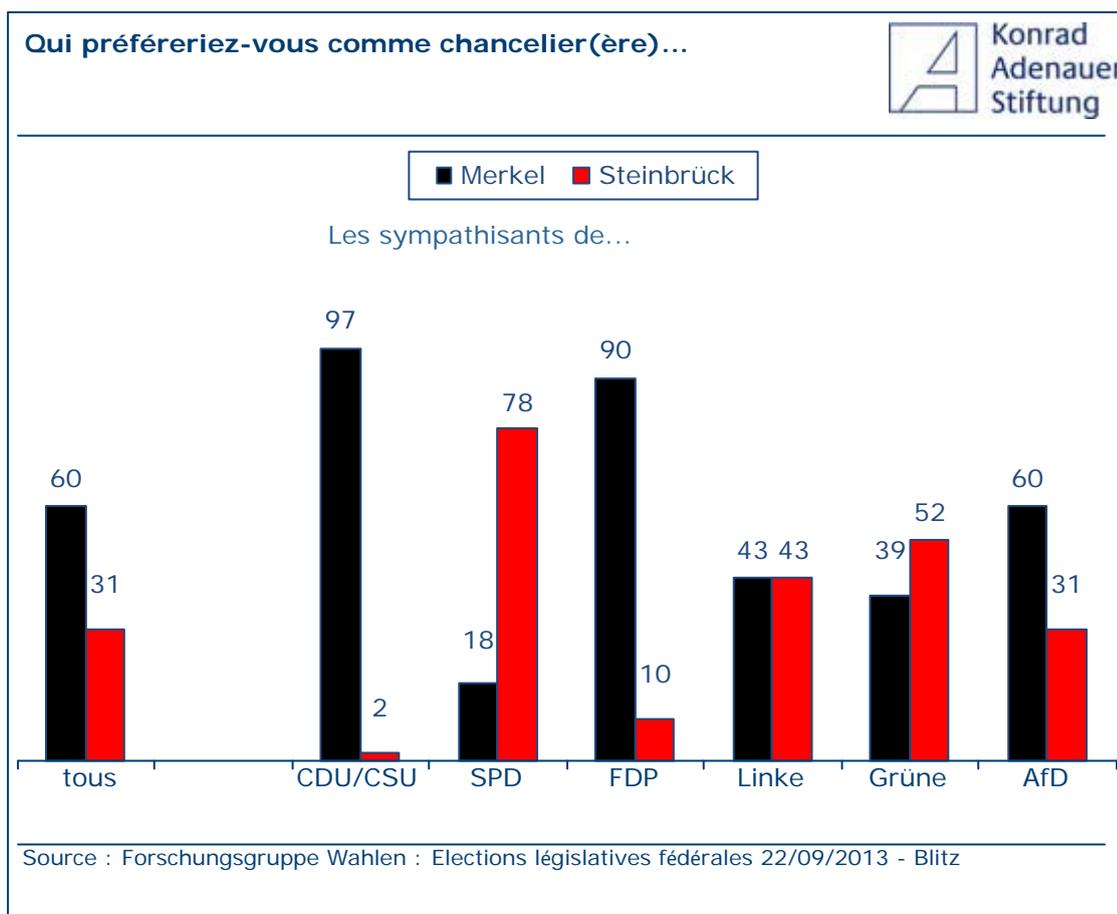
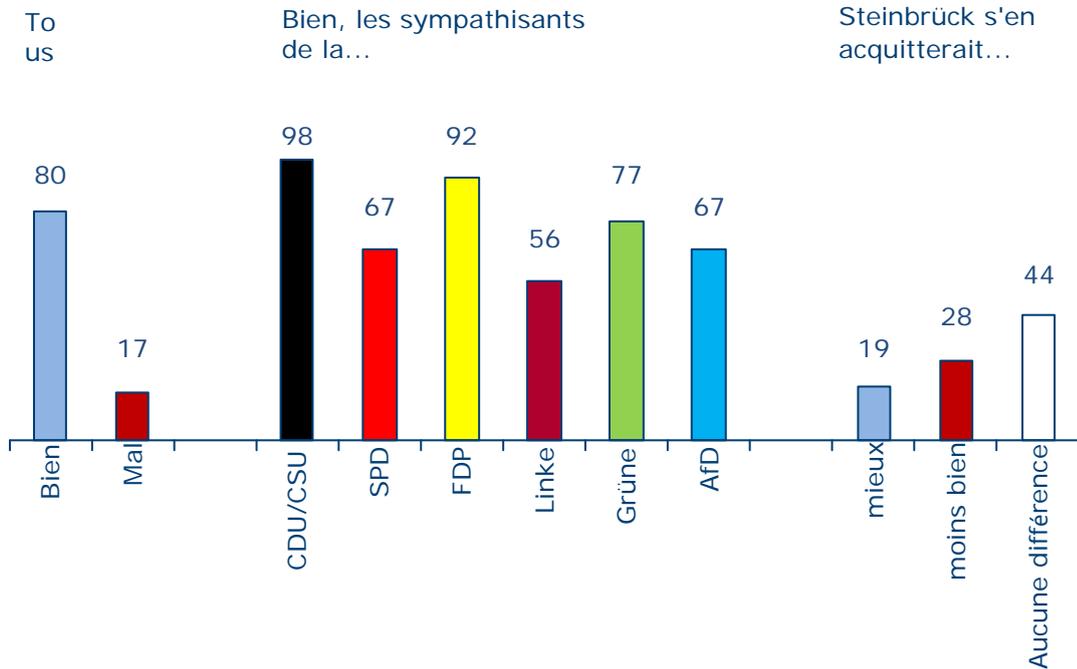


Figure 11

La Chancelière Angela Merkel s'acquitte de sa tâche plutôt...



Source : Forschungsgruppe Wahlen : Elections législatives fédérales 22/09/2013 - Blitz

Figure 12

Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que la Chancelière obtienne un résultat nettement meilleur que son rival dans tous les domaines sondés (sauf celui de la justice sociale). Elle est considérée comme plus sympathique, plus crédible, plus à même de défendre ses objectifs, on lui fait plus confiance pour lutter contre la crise de l'euro et créer des emplois. On lui accorde également plus de savoir-faire. Elle bénéficie également d'une avance de 22 points par rapport à son rival en termes de capacité à trouver des solutions aux problèmes à venir (Figure 13 ; Forschungsgruppe Wahlen, Politbarometer septembre I, semaine 26, 2013 ainsi que sondage préélectoral). Dans un autre sondage, le rival (excepté dans le domaine crucial pour l'image du SPD de la justice sociale) n'a obtenu de meilleur résultat que la Chancelière dans aucun domaine (voir Figure 14 Infratest dimap). Il est cependant intéressant de constater que Steinbrück devance Merkel dans le domaine de la justice sociale, mais de peu. Au cours des derniers mois, Steinbrück s'est même retrouvé dans

certaines sondages brièvement derrière la Chancelière. On constate ici qu'il n'a pas réussi à couvrir un thème clé de la social-démocratie.

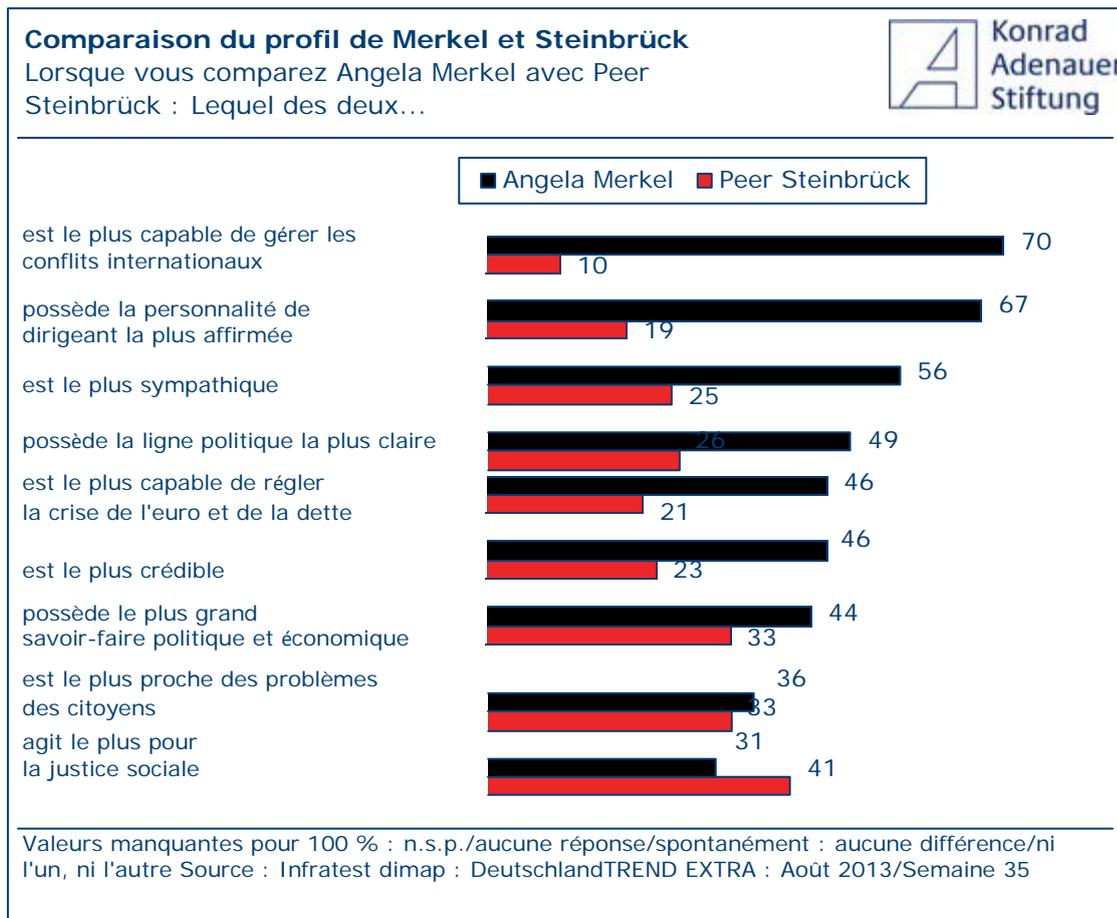


Figure 13

	Merkel	Steinbrück
plus sympathique	52	18
plus crédible	40	13
le plus capable de défendre ses objectifs	54	17
le plus capable de créer des emplois	41	11
le plus capable de lutter contre la crise de l'euro	42	12
le plus capable d'assurer la justice sociale	26	34
a le plus de savoir-faire	40	13
est le plus capable de régler les problèmes à venir	38	16

Source : Forschungsgruppe Wahlen : Élections législatives fédérales 22/09/2013 - Blitz

Figure 14

Thèmes et compétences

Les sondages ont révélé une réévaluation rampante des thèmes bien avant les élections législatives. Ce qui était autrefois la priorité absolue et allait de soi, à savoir la lutte contre le chômage, a été relégué à un niveau bien inférieur et ce, pas uniquement depuis que la situation de l'Allemagne s'est améliorée. En fait, la recherche ne sait plus avec certitude ce qu'elle mesure lorsqu'elle interroge sur le thème le plus important. Les résultats de plusieurs enquêtes qualitatives de la Fondation Konrad Adenauer au cours des dernières années ont révélé que la politique était perçue de manière sélective. On parle effectivement de la « grande » politique, on prend en considération les thèmes les plus importants et on y réfléchit, mais l'action politique n'a vraiment lieu que lorsque l'on est soi-même, ou ses proches, concerné par les mesures prises dans le domaine politique. Il n'y a rien là de très nouveau. L'une des conséquences pourrait être que le thème électoral par excellence, ou les thèmes susceptibles de polariser

l'opinion n'existent pratiquement plus, et que l'action politique se déploie à une distance perçue comme très lointaine. Dans un sondage de la Fondation Konrad-Adenauer, 21 % des personnes interrogées ont répondu être concernées par les décisions politiques, 77 % n'ont pas l'impression d'être concernées et 3 % sont sans opinion⁵. Cela ne sera pas forcément vrai éternellement ni pour toutes les élections, mais la tendance est perceptible.

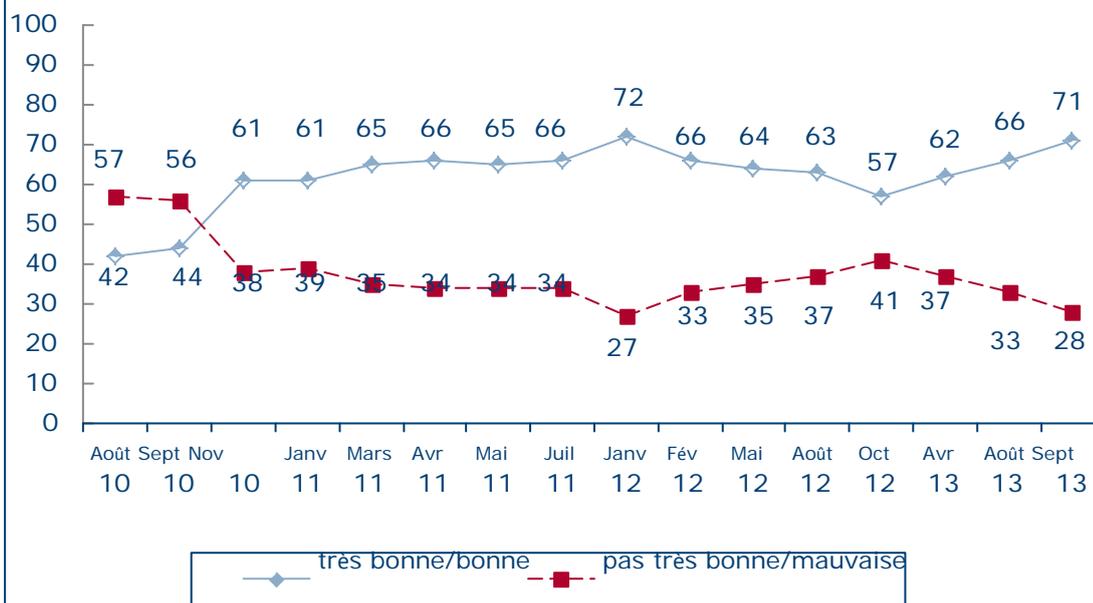
En 2009 et 2013, il n'a en conséquence pas été possible d'identifier un thème de campagne dominant. Pour autant, le climat économique positif a joué un rôle important. Selon les résultats de l'Institut Allensbach⁶, 26 % des sondés attendent un ralentissement économique en 2013, ils étaient 64 % en 2009. Ils sont à peine 10 % à craindre pour la sécurité de leur emploi. La situation économique actuelle est jugée de manière positive par une majorité des deux tiers (Figure 15). De même, seule une minorité est inquiète pour l'avenir. 68 % pensent que l'Allemagne est suffisamment prête pour affronter l'avenir (Forschungsgruppe Wahlen), une augmentation de 19 points par rapport à 2009, et 46 % jugent bonne la situation économique générale (2009 : 9 % ; Forschungsgruppe Wahlen).

⁵ La Fondation Konrad-Adenauer a analysé les opinions politiques de fond et les schémas de perception de la politique en Allemagne dans le cadre d'un sondage représentatif auprès de 2074 personnes. L'enquête a été effectuée par téléphone entre le 17 septembre et le 2 octobre 2012 par le groupe de recherche Forschungsgruppe Wahlen.

⁶ Allensbacher Archiv, sondages IfD 10032 et 11004

Situation économique actuelle

Comment jugez-vous dans l'ensemble la situation économique actuelle en Allemagne ? D'après vous, elle est...



Valeurs manquantes pour 100 % : n.s.p./aucune réponse Source : Infratest dimap : DeutschlandTREND

Figure 15

Le groupe de recherche Forschungsgruppe Wahlen a identifié avant les élections les thèmes suivants comme pertinents pour le choix des électeurs. Emploi (25 %), salaires/coûts (18 %), crise de l'euro/crise financière (16 %), retraites (15 %) et justice sociale (12 %). En août, Infratest dimap a interrogé dans l'ordre suivant : salaires et conditions de travail équitables, sécurisation des retraites, sécurisation du niveau de vie, approvisionnement futur en énergie, future politique fiscale, avenir de l'euro et controverse politique sur la surveillance exercée par les services de renseignements. Sur ces sujets, la fourchette était comprise entre 57 et 17 %. On ne peut pas parler d'un agenda précis.

Cependant, la question se pose autrement lorsqu'il s'agit des capacités à résoudre les problèmes (Figure 16). Ces thèmes sont nettement marqués par l'appartenance à un parti politique.

La CDU/CSU obtient des taux de confiance élevés pour tous les thèmes centraux de la politique économique. 57 % lui font confiance pour faire avancer l'économie en Allemagne, 54 % la placent en tête pour gérer les conflits internationaux. 48 % lui accordent des compétences en matière de sécurité de l'emploi et de création d'emplois, et enfin 46 % sont d'avis qu'elle conduit une politique budgétaire et financière satisfaisante. Par ailleurs, 42 % pensent qu'elle est à même de résoudre la crise de l'euro et la crise de la dette. Sur toutes ces questions, elle devance nettement le SPD qui n'atteint les 30 % dans aucun domaine et se situe la plupart du temps en deçà.

Le SPD reste faible, même dans ses principaux domaines de compétence (Figure 16) : seuls 40 % le désignent en matière de justice sociale (26 % pour la CDU/CSU) et elle ne devance la CDU/CSU que de 4 points en matière de politique de santé. Par rapport à 2009 (dans les domaines dans lesquels cette comparaison est possible), sur aucune des questions citées, il n'est parvenu à regagner de la confiance. Au mieux, il réussit à se maintenir au même niveau ou, à partir d'un score très bas en 2009, il fait encore moins bien. Même dans le domaine de la justice sociale, il perd 4 points, alors que la CDU/CSU en gagne 7. On constate également un net affaiblissement des autres partis par rapport à 2009 (DeutschlandTREND septembre 2013). Les résultats des enquêtes de Forschungsgruppe Wahlen obtenus immédiatement avant les élections ne font apparaître aucune différence non plus (Figure 7). Dans aucun domaine, le SPD n'est mieux noté que la CDU/CSU en dehors de la justice sociale, et même là, son avance est minime. Il n'y a que dans le domaine de la famille où les partis populaires sont au coude à coude. La différence est particulièrement nette s'agissant de ce que l'on appelle la super-compétence, à savoir la gestion des tâches futures. Dans ce domaine, la CDU/CSU gagne 10 points à 39 % par rapport aux précédentes élections, alors que le SPD se maintient à un niveau plutôt bas (2009 : 18 ; 2013: 20 %).

Compétences des partis

Je vais mentionner maintenant un certain nombre de tâches politiques. Veuillez m'indiquer à chaque fois quel est le parti auquel vous faites le plus confiance pour résoudre ces tâches.



	CDU	SPD	FDP	Linke	Grüne	A aucun parti/n.s.p.
Faire avancer l'économie en Allemagne	57 (+3)	21 (+1)	4 (±0)	1 (+1)	2 (- 1)	13 (- 4)
Gérer les conflits internationaux	54	20	3	3	4	15
Sécuriser les emplois et en créer de nouveaux	48 (+5)	26 (- 3)	2 (- 1)	3 (+1)	3 (±0)	16 (- 3)
Mener une bonne politique budgétaire et financière	46 (±0)	25 (+2)	3 (- 1)	2 (+1)	4 (±0)	19 (- 2)
Régler la crise de l'euro et de la dette	42 (- 3)	18 (+4)	1 (±0)	2 (+1)	2 (+1)	33 (- 2)
Mener une bonne politique de l'éducation	38 (- 1)	30 (+2)	3 (- 1)	4 (+1)	7 (- 2)	17 (+3)
Mener une bonne politique fiscale	33 (+2)	29 (- 1)	6 (+1)	4 (+2)	3 (- 1)	24 (- 3)
Mener une bonne politique de la famille et de la garde des enfants	32 (+4)	32 (+1)	2 (±0)	5 (+1)	11 (- 4)	16 (±0)
Pérenniser les systèmes de retraite	31 (- 1)	31 (- 6)	2 (+1)	5 (+2)	3 (±0)	27 (+3)
Mener une bonne politique de la santé	29 (±0)	33 (+3)	4 (±0)	3 (+1)	8 (- 3)	22 (±0)
Assurer la justice sociale	26 (+4)	40 (+2)	2 (- 1)	8 (±0)	5 (- 4)	16 (- 2)
Garantir une énergie abordable	23	23	2	4	22	25

Mentions entre parenthèses : comparaison avec juin 2013/*comparaison avec décembre 2012

Valeurs manquantes pour 100 % : Autres partis/aucune réponse

Source : Infratest dimap : DeutschlandTREND Septembre 2013

Figure 16

Quel parti résout le mieux les problèmes...

	CDU/CSU	SPD	Grünen	Aucun
Emplois	40	22		13
Économie	47	17		17
Crise de l'euro	38	19		6
Retraites	29	25		18
Justice sociale	26	35		7
Impôts	32	27		8
Famille	30	29	9	6
Énergie	22	10	35	8
Avenir	39	20	3	15

Source : Forschungsgruppe Wahlen : Élections législatives fédérales 22/09/2013 - Blitz

Figure 17

Bilan des reports de voix⁷

Lors des législatives, des reports de voix considérables ont eu lieu d'un parti à l'autre, de même que des transferts opérés par d'anciens abstentionnistes. Les principaux reports ont eu lieu entre la CDU/CSU et le FDP. La CDU/CSU a recueilli 2110000 voix d'électeurs du FDP. Le deuxième report de voix en termes d'importance s'est effectué en faveur du SPD de la part d'anciens électeurs des Grünen dont 550000 ont voté pour le SPD. L'afflux de 530000 anciens électeurs du FDP vers les sociaux-démocrates représente également une augmentation substantielle.

L'un des aspects inhabituels de ces élections est le grand nombre d'électeurs et d'électrices qui ont reporté leurs suffrages des Grünen vers la CDU/CSU, car l'échange d'électeurs est ici en général plutôt restreint. Il en ressort un solde positif de 420.000 voix. Il n'est pas impensable qu'ici

⁷ Infratest dimap

les projets des Grünen en matière fiscale aient joué un rôle.

Die Linke a perdu la plus grande partie de son réservoir de voix au profit des sociaux-démocrates (- 370000). Les pertes du FDP au profit de l'AfD sont également significatives : 430000 anciens électeurs du FDP se sont reportés vers ce parti. Mais les électeurs de Die Linke ont également affiché une forte attirance pour l'AfD. 340000 ont ainsi abandonné Die Linke pour se reporter sur l'AfD. Par ailleurs, 410000 abstentionnistes ont accordé leurs suffrages à l'AfD.

L'augmentation de la participation électorale a bénéficié à trois partis : 1130000 des abstentionnistes ont voté pour la CDU/CSU, 360000 pour le SPD et 210000 pour l'AfD. Tous les autres partis ont souffert de l'abstentionnisme de leurs électeurs.

Comportement électoral des différents groupes sociaux lors des élections législatives⁸

On retrouve également dans ces élections les grandes tendances du comportement électoral qui traversent la population. Il convient en général d'être prudent en matière d'interprétation « médico-légale » de la structure sociale. La structure sociale n'explique que très partiellement le comportement électoral. Des écarts de moins de 5 points de pourcentage ne sont pas véritablement significatifs. C'est pourquoi cette étude se concentre sur les tendances essentielles. Pour les amateurs, un regard sur les tableaux est révélateur.

Plus les électeurs sont âgés, plus ils ont tendance à voter pour les partis populaires. La CDU/CSU obtient ainsi 53 % chez les femmes de plus de soixante ans, ce qui constitue son meilleur résultat individuel, pour le SPD ce sont au contraire les hommes de plus de 60 ans auprès desquels le parti obtient 30 % (Infratest dimap). Les Grünen s'en sortent mieux

⁸ Les résultats d'Infratest dimap et de Forschungsgruppe Wahlen sont ici résumés et ne sont cités que lorsque des chiffres concrets sont mentionnés.

auprès des jeunes qu'auprès des seniors, mais subissent, là encore, des pertes extrêmement importantes. La CDU/CSU affiche les plus fortes augmentations dans les classes d'âge moyennes, là où le SPD obtient son plus mauvais score. Le FDP cède du terrain de manière relativement uniforme dans toutes les tranches d'âge de l'électorat. Les pertes de Die Linke ne présentent pas non plus de caractéristiques précises. L'AfD est sous-représentée surtout parmi les femmes âgées.

Les gains et les pertes des partis en fonction du niveau de formation ne font pas non plus ressortir de caractéristiques intéressantes. Lors de cette élection, les deux partis populaires gagnent des suffrages, surtout auprès des électeurs ayant un niveau d'éducation moyen et faible, le SPD surtout auprès des électeurs peu diplômés. Les Grünen obtiennent les meilleurs résultats auprès des électeurs les plus diplômés. Pour les autres partis, les effets ne sont pas vraiment sensibles.

La CDU/CSU gagne des voix auprès des travailleurs non salariés, là où le FDP enregistre ses pertes les plus élevées. On constate également de fortes augmentations parmi les agriculteurs (+16 points, Forschungsgruppe Wahlen). Les fonctionnaires se décident pareillement un peu plus que la moyenne en faveur de la CDU/CSU, mais les Grünen font également un excellent score auprès de cette population. Cependant, cela signifie que 44 % des fonctionnaires votent pour la CDU/CSU et 13 % pour les Grünen. La catégorie d'électeurs la plus puissante (pas la plus importante) au sein du parti Die Linke est celle des chômeurs, mais les ouvriers lui apportent également un soutien légèrement au-dessus de la moyenne.

La CDU/CSU a gagné un nombre de voix supérieur à la moyenne chez les protestants (+10 points) et est soutenue par 42 % des protestants et 52 %

des catholiques (Infratest dimap). Les Grünen et Die Linke bénéficient d'une légère avance auprès des électeurs sans confession. Les catholiques proches de l'église appartiennent traditionnellement à l'électorat de base de la CDU/CSU. Le lien avec ce groupe d'électeurs ne s'est pas distendu.

72 % des catholiques pratiquants assidus⁹ ont accordé leur suffrage à la CDU/CSU (Forschungsgruppe Wahlen).

Même si les différences entre les anciens et les nouveaux Länder se reflètent dans les résultats plus ou moins bons des différents partis, les structures sont largement comparables. Il est seulement frappant de constater que l'AfD obtient des résultats au-dessus de la moyenne chez les hommes entre 25 et 45 ans ainsi que chez les ouvriers des nouveaux Länder.

⁹ Cependant, la part des catholiques pratiquants assidus s'élève à 2 % dans les sondages au sortir des urnes (c'est-à-dire des électeurs qui se sont rendus aux urnes).